

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 632

[2010/200793]

4 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation en faveur de logements améliorables

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 16 et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2009;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2010;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 7^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation en faveur de logements améliorables est complété comme suit : "quand ce rapport doit être joint à la demande;"

Art. 2. L'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Si, pour un même logement, un demandeur, son conjoint cohabitant, la personne avec laquelle il vit maritalement ou un co-proprétaire, ayant déjà sollicité une ou plusieurs primes :

1^o en application du présent arrêté;

2^o en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, introduit une nouvelle demande avant la notification d'octroi de la ou des primes précédemment sollicitées ou au cours de la période de quatre ans débutant à la date de cette notification, le montant de la prime visé à l'article 7, § 1^{er}, auquel il peut prétendre, ajouté à celui ou ceux de la ou des primes précitées, ne peut excéder 2.980, 2.230, 1.480 € ou 750 €, selon les critères fixés à l'article 7, § 1^{er}, et la superficie des menuiseries extérieures vitrées prise en compte en application de l'article 7, § 8, ajoutée à celle prise en compte dans les dossiers précédents pour lesquels la demande a été introduite à partir du 1^{er} mai 2010, ne peut dépasser 40 m²."

Art. 3. A l'article 2, § 2, du même arrêté, un alinéa 3 est inséré :

"Le montant minimum de 2.000 € visé à l'alinéa précédent est ramené à 1.000 € quand il concerne des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées."

Art. 4. L'article 2, § 4, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Cette disposition ne s'applique pas pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées d'un logement ayant bénéficié d'une prime à la restructuration."

Art. 5. A l'article 3 du même arrêté un nouvel alinéa est inséré après l'alinéa 3 :

"Les engagements visés à l'alinéa premier, 5^o et 6^o, ne sont pas souscrits par le demandeur quand sa demande ne porte que sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées."

Art. 6. L'article 4, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Pour être considérée comme complète, la demande de prime comporte :

1^o l'identification précise du logement à réhabiliter;

2^o l'extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur;

3^o sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, le rapport d'estimation certifiant que le logement est reconnu améliorable et dressant la liste et l'ordre de priorité des travaux de réhabilitation à effectuer; dans le cas où le demandeur acquiert des matériaux à mettre en œuvre dans le logement ou dans celui où il ne s'engage pas à occuper personnellement le logement, le rapport d'estimation est établi par un estimateur public;

4° sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, le formulaire contenant les engagements visés à l'article 3;

5° l'attestation de l'administration communale renseignant la date de la première occupation du logement;

6° lorsque la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, une déclaration sur l'honneur précisant la nature des droits réels du demandeur sur le logement et dans les autres cas, le certificat de l'Administration compétente du Ministère des Finances relatif aux droits sur le logement dont est titulaire le demandeur ou, si l'acte d'achat n'a pas encore été signé, une copie du compromis d'achat;

7° en cas d'intervention d'un estimateur privé, la convention visée à l'annexe du présent arrêté;

8° lorsque la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, un devis détaillé des travaux, l'original ou la copie de la facture de l'entrepreneur enregistré du secteur de la construction, ainsi que le rapport de l'estimateur visé à l'article 8, § 2bis, si le demandeur fait appel à un estimateur privé."

Art. 7. A l'article 4, du même arrêté, un § 2bis est inséré :

"§ 2bis. Quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées et pour autant que le demandeur ne revendique pas une prime dont le montant, fixé à l'article 7, § 8, est supérieur à 45 €/m², elle ne comporte pas le document visé au § 2, 2°. Quel que soit le montant de la prime revendiqué, la demande de prime doit être introduite dans les 4 mois de la date de la facture."

Art. 8. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 6. § 1^{er}. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, les travaux de réhabilitation sont ceux repris dans le rapport d'estimation, pour autant qu'ils figurent dans la liste des travaux et qu'ils respectent l'ordre de priorité établis par le Ministre.

En cas de logement comportant des locaux affectés ou destinés à être affectés, même partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle, les travaux effectués à des ouvrages communs à la partie résidentielle et à la partie professionnelle du logement sont pris en considération au prorata de la partie résidentielle.

Les travaux effectués à des ouvrages communs à plusieurs logements ou communs à un ou plusieurs logements et à une partie du bâtiment affectée à un usage professionnel, totalement distincte du ou des logements, ne sont pas pris en considération, sauf si l'ensemble du bâtiment appartient au même propriétaire. Dans ce cas, les travaux communs sont pris en compte au prorata de la part que représente le logement objet de la demande.

Les travaux spécifiques à des locaux à usage non résidentiel ne sont pas pris en considération, sauf si d'une part, ces locaux sont situés dans le bâtiment principal constituant le logement et pas dans une annexe à celui-ci, et si d'autre part, leur non exécution peut nuire à la salubrité de la partie résidentielle du logement.

§ 2. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, les travaux de réhabilitation ne peuvent être entrepris que postérieurement à la date de la notification de recevabilité visée à l'article 4, § 5.

Les travaux de réhabilitation nécessitant un permis d'urbanisme en application du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ne peuvent être entrepris avant l'obtention du permis.

§ 3. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, les travaux doivent être exécutés dans les deux ans à dater de la notification de recevabilité visée à l'article 4, § 5. L'Administration peut proroger ce délai de six mois si elle estime fondée une demande de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire, lui adressée avant l'expiration du délai de deux ans.

§ 4. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, dans le cas où le demandeur s'engage à donner le logement en location ou à le mettre à titre gratuit à la disposition d'un parent ou allié, le logement répond au terme des travaux de réhabilitation à l'ensemble des conditions techniques définies par le Ministre."

Art. 9 L'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, § 2, le montant de la prime est fixé de la manière suivante, sauf pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées :

1° 10 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder 750 €;

2° pour autant que le demandeur et, le cas échéant, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement détiennent la pleine propriété du logement et qu'ils puissent fournir la preuve de la totalité de leurs revenus tels que définis à l'article 1^{er}, 9 :

a) 20 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder 1.480 €, si les revenus sont compris entre 20.000,01 € et 31.000 € quand le demandeur est isolé et entre 25.000,01 € et 37.500 € quand le demandeur vit en couple, qu'il soit marié ou non;

b) 30 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder 2.230 €, si les revenus sont compris entre 10.000,01 € et 20.000 € quand le demandeur est isolé et entre 13.650,01 € et 25.000 € quand le demandeur vit en couple, qu'il soit marié ou non;

c) 40 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder 2.980 €, si les revenus ne dépassent pas 10.000 € quand le demandeur est isolé et 13.650 € quand le demandeur vit en couple, qu'il soit marié ou non."

Art. 10. L'article 7, § 7, 1^o, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Dans le cas où le demandeur effectue des travaux d'isolation de la toiture, des murs extérieurs ou des planchers du logement, et où ces travaux d'isolation permettent d'atteindre la norme fixée au point 3^o, le montant de la prime déterminé conformément aux §§ 1^{er} à 6 et 8, sans tenir compte du coût des travaux d'isolation, est augmenté selon le tableau ci-après, où interviennent les paramètres suivants :

Art. 11. L'article 7, § 7, 1^o, a, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"le taux de la prime fixé conformément au § 1^{er} (10, 20, 30 ou 40 %);".

Art. 12. Le tableau repris à l'article 7, § 7, 1^o, b, du même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

Taux de prime	10 et 20 %		30 %		40 %	
Réalisation des travaux	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux
Isolation de la toiture	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²	14 €/m ²	7 €/m ²
Isolation de murs par l'intérieur	20 €/m ²	-	24 €/m ²	-	28 €/m ²	-
Isolation du creux du mur (ou de la coulisse)	10 €/m ²	-	12 €/m ²	-	14 €/m ²	-
Isolation des murs par l'extérieur	30 €/m ²	-	36 €/m ²	-	42 €/m ²	-
Isolation du sol par l'extérieur du plancher	10 €/m ²	-	12 €/m ²	-	14 €/m ²	-
Isolation du sol par l'intérieur du plancher	27 €/m ²	-	30 €/m ²	-	35 €/m ²	-

Une prime complémentaire de 3 €/m² est octroyée en cas de placement d'un isolant naturel.

Art. 13. Le tableau repris à l'article 7, § 7, 2^o, du même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

Taux de prime	10 et 20 %	30 %	40 %
Audit énergétique	60 % avec un maximum de 360 €	70 % avec un maximum de 420 €	80 % avec un maximum de 480 €

Art. 14. A la fin de l'article 7 du même arrêté, un § 8 est inséré :

"§ 8. Le montant de la prime pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées est réservé aux travaux exécutés par un entrepreneur enregistré du secteur de la construction et est fixé de la manière suivante en tenant compte des paramètres visés au § 7, 1^o, a) :

Taux de prime	10 et 20 %	30 %	40 %
Montant de la prime	45 €/m ²	50 €/m ²	60 €/m ²

Les m² pris en compte sont ceux des baies des menuiseries extérieures vitrées remplacées, et un maximum de 40 m² est pris en considération pour la détermination du montant de la prime. Lorsque seul le vitrage est remplacé, les dimensions extérieures des châssis ne sont pas prises en considération pour le calcul de la prime."

Art. 15. A l'article 8 du même arrêté, un § 2bis est inséré :

"§ 2bis. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, une enquête destinée à confirmer la conformité des travaux réalisés aux mentions reprises sur la facture doit être effectuée par un estimateur agréé.

Si cette visite est réalisée par un estimateur public, elle l'est à la demande de l'Administration. La date proposée par l'Administration pour cette visite doit se situer dans les quatre mois de la réception du dossier complet. Dans les trois mois de la réception du rapport d'enquête de l'estimateur public ou dans le cas où la date proposée pour la visite n'a pu être située dans les quatre mois de la réception du dossier complet, l'Administration notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée.

Dans les trois mois de la réception du dossier complet, si l'enquête est réalisée par un estimateur privé, l'Administration notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée."

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2010.

Pour les demandes introduites jusqu'au 30 juin 2010, l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 reste toutefois d'application dans sa version antérieure si celle-ci est plus favorable aux demandeurs que la version modifiée par le présent arrêté.

Art. 17. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 632

[2010/200793]

4. FEBRUAR 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 16 und 24;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

Aufgrund des am 11. Dezember 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Dezember 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Artikels 3, § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des am 18. Januar 2010 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, 7° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen wird folgendermaßen ergänzt: "wenn dieser Bericht dem Antrag beigefügt werden muss;".

Art. 2 - Artikel 2, § 2, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Wenn für eine selbe Wohnung ein Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person oder ein Miteigentümer bereits eine oder mehrere Prämien:

1° in Anwendung des vorliegenden Erlasses;

2° in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen, beantragt hat und für dieselbe Wohnung einen neuen Antrag vor der Notifizierung der Gewährung der vorher beantragten Prämie(n) oder während des Zeitraums von vier Jahren, der am Tag dieser Notifizierung beginnt, stellt, darf der in Artikel 7 § 1 erwähnte Betrag der Prämie, auf den er Anspruch hat, zusammengerechnet mit demjenigen bzw. denjenigen der vorerwähnten Prämie(n), 2.980, 2.230, 1.480 € ou 750 €, je nach den in Artikel 7, § 1 festgelegten Kriterien, nicht übersteigen, und darf die in Anwendung des Artikels 7, § 8 berücksichtigte Fläche des verglasten Außenholzwurks zusammengerechnet mit derjenigen Fläche, die in den vorhergehenden Akten berücksichtigt wurde, für die der Antrag ab dem 1. Mai 2010 eingereicht wurde, 40 m² nicht überschreiten."

Art. 3 - In Artikel 2, § 2 desselben Erlasses wird ein Absatz 3 hinzugefügt:

"Der in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Mindestbetrag von 2.000 € wird auf 1.000 € herabgesetzt, wenn er Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwurk betrifft."

Art. 4 - Artikel 2, § 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

"Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwurk einer Wohnung, für die eine Umgestaltungsprämie gewährt wurde."

Art. 5 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird nach dem Absatz 3 ein neuer Absatz hinzugefügt:

"Der Antragsteller geht die in Absatz 1, 5° und 6° erwähnten Verpflichtungen nicht ein, wenn sich sein Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwurk bezieht."

Art. 6 - Artikel 4, § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Damit der Prämienantrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

1° die genaue Identifizierung der zu sanierenden Wohnung;

2° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;

4° außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwurk bezieht, den Abschätzungsbericht, in dem versichert wird, dass die Wohnung als verbesserungsfähig anerkannt ist und in dem die Liste und der Wichtigkeitsgrad der auszuführenden Sanierungsarbeiten verzeichnet sind; wenn der Antragsteller Materialien kauft, die in der Wohnung einzubauen sind, oder wenn er sich nicht verpflichtet, die Wohnung persönlich zu bewohnen, wird der Abschätzungsbericht von einem öffentlichen Taxator erstellt;

4° außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwurk bezieht, das Formular, das die in Artikel 3 erwähnten Verpflichtungen enthält;

5° die Bescheinigung der Gemeindeverwaltung zur Angabe des Datums der ersten Benutzung der Wohnung;

6° wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwurk bezieht, eine ehrenwörtliche Erklärung des Antragstellers, in der die Art der dinglichen Rechte an der betroffenen Wohnung angegeben wird, und in den anderen Fällen die Bescheinigung der zuständigen Verwaltungsdienststelle des Finanzministeriums, in der die Rechte angegeben werden, die der Antragsteller an der Wohnung innehat, oder, wenn der Kaufvertrag noch nicht unterschrieben worden ist, eine Abschrift des Kaufvorvertrags;

7° bei Einschaltung eines privaten Taxators, die in der Anlage zum vorliegenden Erlass erwähnte Vereinbarung;

8° wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwurk bezieht, einen ausführlichen Kostenvoranschlag der Arbeiten, das Original oder die Abschrift der Rechnung des registrierten Unternehmers des Bausektors, sowie den Bericht des in Artikel 8, § 2bis erwähnten Taxators, wenn der Antragsteller einen privaten Taxator heranzieht."

Art. 7 - In Artikel 4 desselben Erlasses wird ein § 2bis hinzugefügt:

"§ 2bis. "Wenn sich der Prämienantrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwirk bezieht und insofern der Antragsteller keine Prämie beansprucht, deren in Artikel 7, § 8 festgelegter Betrag 45 €/m² übersteigt, braucht er die in § 2, 2^o erwähnte Unterlage nicht zu enthalten. Unabhängig des Betrags der beanspruchten Prämie muss der Prämienantrag innerhalb von 4 Monaten ab dem Datum der Rechnung eingereicht werden."

Art. 8 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 6 - § 1. Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwirk bezieht, sind die Sanierungsarbeiten diejenigen, die im Abschätzungsbericht angeführt werden, insofern sie im Verzeichnis der Arbeiten stehen und sich nach dem vom Minister definierten Wichtigkeitsgrad richten.

Wenn eine Wohnung Räume umfasst, die, sei es auch nur teilweise, der Ausübung einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind, werden die Arbeiten, die an gemeinsamen baulichen Anlagen des zu Wohnzwecken dienenden Teils und des zu Berufszwecken dienenden Teils der Wohnung vorgenommen werden, im Verhältnis zu dem zu Wohnzwecken dienenden Teil berücksichtigt.

Die Arbeiten, die an gemeinsamen baulichen Anlagen mehrerer Wohnungen oder an gemeinsamen baulichen Anlagen einer oder mehrerer Wohnungen und eines für Berufszwecke bestimmten Teils des Gebäudes, der von der bzw. den Wohnungen vollkommen getrennt ist, vorgenommen werden, werden nicht berücksichtigt, außer wenn das ganze Gebäude demselben Eigentümer gehört. In diesem Fall werden die gemeinsamen Arbeiten im Verhältnis zum Umfang berücksichtigt, der die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, darstellt.

Die Arbeiten, die spezifisch für nicht zu Wohnzwecken dienende Räume bestimmt sind, werden nicht berücksichtigt, ausser wenn einerseits diese Räume im Hauptgebäude, das bewohnt wird, und nicht in einem Anbau dieses Gebäudes liegen, und andererseits wenn ihre Nichtausführung die gesundheitliche Zuträglichkeit des zu Wohnzwecken dienenden Teils der Wohnung beeinträchtigen könnte.

§ 2. Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwirk bezieht, dürfen die Sanierungsarbeiten erst nach der in Artikel 4, § 5 erwähnten Notifizierung der Zulässigkeit in Angriff genommen werden.

Die Sanierungsarbeiten, für die in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eine Städtebaugenehmigung erforderlich ist, dürfen nicht vor Erteilung dieser Genehmigung angefangen werden.

§ 3. Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwirk bezieht, müssen die Arbeiten innerhalb zwei Jahren ab der in Artikel 4, § 5 erwähnten Zulässigkeitsnotifizierung ausgeführt werden. Die Verwaltung darf diese Frist um sechs Monate verlängern, wenn sie einen Antrag auf Verlängerung für gerechtfertigt hält, der auf einem fremden Grund mit befreiender Wirkung beruht und bei ihr vor Ablauf der zweijährigen Frist eingereicht worden ist.

§ 4. Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwirk bezieht, wenn der Antragsteller sich verpflichtet, die Wohnung zu vermieten, oder sie einem Verwandten oder Verschwägerten unentgeltlich zur Verfügung zu stellen, entspricht die Wohnung nach Ausführung der Sanierungsarbeiten den gesamten technischen Anforderungen, die vom Minister bestimmt worden sind."

Art. 9 - Artikel 7, § 1, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 2, § 2 wird die Höhe der Prämie wie folgt festgelegt, außer für die Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwirk:

1^o 10% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch 750 € übersteigen zu dürfen;

2^o insofern der Antragsteller und gegebenenfalls der mit ihm lebende Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person das Volleigentum an der Wohnung haben und sie den Nachweis der Gesamtheit ihrer Einkommen, so wie diese in Artikel 1, 9^o definiert sind, erbringen:

a) 20% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch 1.480 € übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller zwischen 20.000,01 € und 31.000 € und bei einem Antragsteller, der in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt, zwischen 25.000,01 € und 37.500 € liegt;

b) 30% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch 2.230 € übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller zwischen 10.000,01 € und 20.000 € und bei einem Antragsteller, der in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt, zwischen 13.650,01 € und 25.000 € liegt;

c) 40% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch 2.980 € übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller 10.000 € und bei einem Antragsteller, der in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt, 13.650 € nicht überschreitet."

Art. 10 - Artikel 7, § 7, 1^o, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Falls der Antragsteller Arbeiten zur Isolierung der Bedachung, der Außenmauern oder der Fußböden der Wohnung ausführt, und wenn diese Isolierungsarbeiten erlauben, die in Punkt 3^o festgelegte Norm zu erreichen, so wird der Betrag der Prämie, der gemäß den Paragraphen 1 bis 6 und 8 ohne Berücksichtigung der Kosten der Isolierungsarbeiten bestimmt wird, entsprechend der nachfolgenden Tabelle erhöht, wo die folgenden Parameter in Betracht gezogen werden:"

Art. 11 - Artikel 7, § 7, 1^o, a desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"der gemäß § 1 festgelegte Prämienatz (10, 20, 30 oder 40%);"

Art. 12 - Die in Artikel 7, § 7, 1^o, b desselben Erlasses angeführte Tabelle wird durch folgende Tabelle ersetzt:

Prämiensatz	10 und 20%		30%		40%	
	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien
Isolierung der Bedachung	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²	14 €/m ²	7 €/m ²
Innenisolierung von Mauern	20 €/m ²	-	24 €/m ²	-	28 €/m ²	-
Isolierung des Mauerhohlraums (oder der Kulissee)	10 €/m ²		12 €/m ²		14 €/m ²	
Isolierung der Außenmauern	30 €/m ²		36 €/m ²		42 €/m ²	
Isolierung des Bodens von der Außenseite des Fußbodens	10 €/m ²		12 €/m ²		14 €/m ²	
Isolierung des Bodens von der Innenseite des Fußbodens	27 €/m ²		30 €/m ²		35 €/m ²	

Eine zusätzliche Prämie von 3 €/m² wird im Falle der Anbringung eines natürlichen Isolierstoffs gewährt.

Art. 13 - Die in Artikel 7, § 7, 2^o desselben Erlasses angeführte Tabelle wird durch folgende Tabelle ersetzt:

Prämiensatz	10 und 20%	30%	40%
Energieaudit	60% mit einem Höchstbetrag von 360 €	70% mit einem Höchstbetrag von 420 €	80% mit einem Höchstbetrag von 480 €

Art. 14 - Am Ende des Artikels 7 desselben Erlasses wird ein § 8 hinzugefügt:

„§ 8. Der Betrag der Prämie für die Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk ist für die von einem registrierten Unternehmer des Bausektors ausgeführten Arbeiten bestimmt und wird unter Berücksichtigung der in § 7, 1^o, a) erwähnten Parameter wie folgt festgelegt:

Prämiensatz	10 und 20%	30%	40%
Höhe der Prämie	45 €/m ²	50 €/m ²	60 €/m ²

Die berücksichtigten m² entsprechen denjenigen der ersetzten Öffnungen des verglasten Außenholzwerks und höchstens 40 m² werden für die Festlegung der Höhe der Prämie berücksichtigt. Wenn nur die Verglasung ersetzt wird, werden die äußeren Abmessungen der Fensterrahmen bei der Berechnung der Prämie nicht berücksichtigt.“

Art. 15 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird ein § 2bis hinzugefügt:

„§ 2bis. In Abweichung von den §§ 1 und 2, wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk bezieht, muss ein zugelassener Taxator eine Untersuchung durchführen, die dazu bestimmt ist, die Übereinstimmung der durchgeführten Arbeiten mit den in der Rechnung verzeichneten Angaben zu bestätigen.“

Wenn diese Besichtigung von einem öffentlichen Taxator durchgeführt wird, geschieht dies auf Anfrage der Verwaltung. Das von der Verwaltung für diese Besichtigung vorgeschlagene Datum muss innerhalb der vier Monate ab dem Eingang der vollständigen Akte festgelegt werden. Innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Untersuchungsberichts des öffentlichen Taxators oder falls das für die Besichtigung vorgeschlagene Datum nicht innerhalb der vier Monate ab dem Eingang der vollständigen Akte festgelegt werden konnte, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, wobei die Berechnung des ihm auszahlenden Prämienbetrags genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.

Innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang der vollständigen Akte, wenn die Untersuchung von einem privaten Taxator durchgeführt wird, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, wobei die Berechnung des ihm auszahlenden Prämienbetrags genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.“

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2010 in Kraft.

Für die bis zum 30. Juni 2010 eingereichten Anträge bleibt der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 jedoch weiterhin in seiner vorherigen Fassung anwendbar, wenn diese für die Antragsteller vorteilhafter ist als die durch den vorliegenden Erlass abgeänderte Fassung.

Art. 17 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Februar 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 632

[2010/200793]

4 FEBRUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 16 en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 december 2009;

Gelet op artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2010;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 7^o, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen wordt aangevuld als volgt : "wanneer dat verslag bij de aanvraag gevoegd moet worden;"

Art. 2. Artikel 2, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Indien een aanvrager, zijn samenwonende echtgenote, de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont of een medeëigenaar die om één of verscheidene premies heeft verzocht voor dezelfde woning :

1^o overeenkomstig dit besluit;

2^o overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie voor de renovatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest, een nieuwe aanvraag indient voor de kennisgeving van de toekenning van de vroeger aangevraagde premie(s) of in de loop van de periode van vier jaar vanaf de datum van die kennisgeving, mag het in artikel 7, § 1, bedoelde premiebedrag waarop hij aanspraak kan maken, samen met het bedrag (de bedragen) van bovenvermelde premies, niet hoger zijn dan 2.980, 2.230, 1.480 € of 750 €, al naar gelang van de criteria die in artikel 7, § 1, vastliggen, en mag de overeenkomstig artikel 7, § 8, in aanmerking genomen oppervlakte van de glazen buitenschrijnwerken, toegevoegd aan de oppervlakte die in aanmerking is genomen in de vorige dossiers waarvoor de aanvraag vanaf 1 mei 2010 wordt ingediend, niet meer dan 40 m² bedragen. "

Art. 3. Artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"Het minimumbedrag van 2.000 € bedoeld in het vorige lid wordt verminderd tot 1.000 € wanneer het betrekking heeft op werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken."

Art. 4. Artikel 2, § 4, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"Deze bepaling is niet van toepassing op de werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken van een woning die voor een renovatiepremie in aanmerking gekomen is."

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt na het derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De verbintenissen bedoeld in het eerste lid, 5^o en 6^o, worden niet aangegaan door de aanvrager wanneer zijn aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft."

Art. 6. Artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"De premieaanvraag wordt als volledig beschouwd als ze van de volgende documenten vergezeld gaat :

1^o de exacte identificatie van de te renoveren woning;

2^o het uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager;

3^o behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, het schattingsverslag waarbij de woning verbeterbaar wordt verklaard en met de lijst en de voorrangsorte van de uit te voeren renovatiewerken; indien de aanvrager bouwstoffen aankoopt die binnen de woning gebruikt moeten worden of indien hij zich er niet toe verbindt de woning persoonlijk te betrekken, wordt het verslag door een openbare schatter opgemaakt;

4^o behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, het formulier met de verbintenissen bedoeld in artikel 3;

5^o het attest van het gemeentebestuur met de datum waarop de woning voor het eerst werd betrokken;

6^o wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, een verklaring op erewoord met de aard van de zakelijke rechten van de aanvrager op de woning en, in de andere gevallen, het attest van de bevoegde administratie van het Ministerie van Financiën betreffende de rechten die de aanvrager op de woning heeft of, indien de koopakte nog niet is getekend, een afschrift van de voorlopige koopbelofte;

7^o indien een privé-schatter optreedt, de in de bijlage bij dit besluit bedoelde overeenkomst;

8^o wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, een uitvoerig bestek van de werken, het originele of een afschrift van de factuur van de geregistreerde aannemer van de bouwsector, alsook het verslag van de schatter bedoeld in artikel 8, § 2bis, indien de aanvrager een beroep doet op een privé-schatter."

Art. 7. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 2bis, luidend als volgt :

"§ 2bis. " De verbintenissen bedoeld in het eerste lid, 7 en 8, worden niet aangegaan door de aanvrager wanneer zijn aanvraag slechts betrekking heeft op werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken. "De premie moet aangevraagd worden binnen vier maanden, te rekenen van de factuurdatum, ongeacht het bedrag ervan."

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 6. § 1. Behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, zijn de renovatiewerken werken degene die in het schattingsverslag opgenomen zijn voor zover ze op de lijst van de werken voorkomen in de door de Minister bepaalde voorrangsorte.

Wanneer de woning lokalen bevat die, zelfs gedeeltelijk, gebruikt worden of bestemd zijn voor het uitoefenen van een beroepsactiviteit, worden de werken die uitgevoerd worden in gemeenschappelijke constructies van het woongedeelte en het beroepsgedeelte in de woning in aanmerking genomen naar rata van het woongedeelte

De werken uitgevoerd in gemeenschappelijke constructies van verscheidene woningen of van één of verscheidene woningen en in een gebouwgedeelte dat voor het uitoefenen van een beroep bestemd is en dat geheel apart ligt van de woning(en) komen niet in aanmerking, behalve indien het gehele gebouw aan dezelfde eigenaar toebehoort. In dit geval komen de gemeenschappelijke werken in aanmerking naar rata van het gedeelte van de woning waarvoor een aanvraag is ingediend.

De specifieke werken in lokalen die niet voor bewoning zijn bestemd komen niet in aanmerking, behalve indien ze, enerzijds, in het hoofdgebouw van de woning gelegen zijn en niet in een bijgebouw ervan en indien, anderzijds, de niet-uitvoering ervan de gezondheid van het woongedeelte van de woning in gevaar kan brengen.

§ 2. Behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, kunnen de renovatiewerken pas aangevat worden na de in artikel 4, § 5, bedoelde datum van kennisgeving van ontvankelijkheid.

De werken waarvoor overeenkomstig het Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium een stedenbouwkundige vergunning wordt vereist, mogen niet aangevat worden vóór het verkrijgen van die vergunning.

§ 3. Behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, moeten de werken uitgevoerd worden binnen twee jaar, te rekenen van de datum van de in artikel 4, § 5, bedoelde kennisgeving van ontvankelijkheid. De administratie kan die termijn met zes maanden verlengen indien ze een verlengingsaanvraag, gemotiveerd door een vreemde bevrijdende oorzaak die haar voor het verstrijken van de termijn van twee jaar toegestuurd wordt, gegrond acht.

§ 4. Behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, voldoet de woning na afloop van de renovatiewerken aan alle door de Minister gestelde technische voorwaarden indien de aanvrager zich ertoe verbindt de woning te verhuren of ze kosteloos ter beschikking van een bloed- of aanverwante te stellen."

Art. 9. Artikel 7, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Behalve voor werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken, wordt het bedrag van de premie, onverminderd de bepalingen van artikel 2, § 2, vastgelegd als volgt :

1° 10 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van 750 €;

2° voor zover de aanvrager en, in voorkomend geval, zijn samenwonende echtgenoot of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, de woning in volle eigendom bezitten en ze het bewijs kunnen leveren van hun gezamenlijke inkomens, zoals bepaald in artikel 1, 9:

a) 20 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van 1.480 €, indien de inkomens tussen 20.000,01 € en 31.000 € bedragen voor de alleenstaande aanvrager en tussen 25.000,01 € en 37.500 € voor de al dan niet gehuwde aanvrager die met zijn partner samenleeft;

b) 30 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van 2.230 € indien de inkomens tussen 10.000,01 € en 20.000 € bedragen voor de alleenstaande aanvrager en tussen 13.650,01 € en 25.000 € voor de al dan niet gehuwde aanvrager die met zijn partner samenleeft;

c) 40 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van 2.980 € indien de inkomens niet 10.000 € overschrijden voor de alleenstaande aanvrager en 13.650 € voor de al dan niet gehuwde aanvrager die met zijn partner samenleeft."

Art. 10. Artikel 7, § 7, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Wanneer de aanvrager isolatiewerken uitvoert aan het dak, de buitenmuren of de plankenvloeren van de woning en door die werken aan de in punt 3° bepaalde norm voldaan kan worden, wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig de §§ 1 tot 6 en 8, zonder rekening te houden met de kostprijs van de isolatiewerken, verhoogd zoals aangegeven in onderstaande tabel, waarin de volgende parameters aan bod komen :".

Art. 11. Artikel 7, § 7, 1°, a, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"het percentage van de premie vastgelegd overeenkomstig § 1 (10, 20, 30 of 40 %)";.

Art. 12. De tabel vermeld in artikel 7, § 7, 1^o, b, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tabel :

Percentage van de premie	10 en 20 %		30 %		40 %	
	Onder-neming	Materialen	Onder-neming	Materialen	Onder-neming	Materialen
Isolatie van het dak	10 €/m ²	5 €/m ²	12 €/m ²	6 €/m ²	14 €/m ²	7 €/m ²
Isolatie van muren langs binnen	20 €/m ²	-	24 €/m ²	-	28 €/m ²	-
Isolatie van de muurholte (of van de schuifwand)	10 €/m ²		12 €/m ²		14 €/m ²	
Isolatie van de muren langs buiten	30 €/m ²		36 €/m ²		42 €/m ²	
Isolatie van de bodem langs de buitenkant van de plankenvloer	10 €/m ²		12 €/m ²		14 €/m ²	
Isolatie van de bodem langs de binnenkant van de plankenvloer	27 €/m ²		30 €/m ²		35 €/m ²	

Er wordt een bijkomende premie van 3 €/m² toegekend voor de plaatsing van een natuurlijk isolatiemateriaal.

Art. 13. De tabel vermeld in artikel 7, § 7, 2^o, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tabel :

Percentage van de premie	10 en 20 %	30 %	40 %
Energie-audit	60 % met een maximum van 360 €	70 % met een maximum van 420 €	80 % met een maximum van 480 €

Art. 14. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 8, luidend als volgt :

“ § 8. Het bedrag van de premie voor de werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken is bestemd voor de werken die uitgevoerd worden door een geregistreerde aannemer van de bouwsector en wordt, rekening houdend met de parameters bedoeld in § 7, 1^o, a), vastgelegd als volgt :

Percentage van de premie	10 en 20 %	30 %	40 %
Bedrag van de premie	45 €/m ²	50 €/m ²	60 €/m ²

De in aanmerking genomen m² zijn die van de openingen van de vervangen glazen buitenschrijnwerken en maximum 40 m² worden in aanmerking genomen om het bedrag van de premie te berekenen. Wanneer enkel het glaswerk vervangen wordt, worden de buitenafmetingen van het raamwerk niet in aanmerking genomen bij de berekening van de premie.”

Art. 15. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 2bis, luidend als volgt :

“§ 2bis. Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van buitenschrijnwerken betreft, moet, in afwijking van de §§ 1 en 2, door een erkende schatter een onderzoek gevoerd worden om te bevestigen dat de werken zijn uitgevoerd overeenkomstig de gegevens vermeld op de factuur.

Indien dat onderzoek door een openbare schatter gevoerd wordt, gebeurt zulks op verzoek van de administratie. De door de administratie voorgestelde bezoeksdatum valt binnen vier maanden na ontvangst van het volledige dossier. Binnen drie maanden na ontvangst van het onderzoeksverslag van de openbare schatter of, als de bezoeksdatum niet binnen vier maanden na ontvangst van het volledige dossier valt, geeft de administratie de aanvrager kennis van haar definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het premiebedrag dat hem gestort zal worden, of deelt ze hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet afgegeven kan worden.

Indien het onderzoek door een privé schatter uitgevoerd wordt, geeft de administratie de aanvrager binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier kennis van haar definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het premiebedrag dat hem gestort zal worden, of deelt ze hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet afgegeven kan worden.”

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2010.

Voor de aanvragen ingediend tot 30 juni 2010 blijft het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 evenwel in de vorige versie gelden als ze gunstiger is voor de aanvragers dan de bij dit besluit gewijzigde versie.

Art. 17. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 februari 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET